

## LE MINISTÈRE

## LES CHANGEMENTS DE COMPOSITION

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Ma question s'adresse au premier ministre. Envisagerait-il—je dis cela sérieusement et non tendancieusement—de changer de ministres et de nommer, à la place du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) le député de Saskatoon-Humbolt ou le député de Winnipeg-Sud, (M. Richardson), quelqu'un de mieux renseigné.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Woolliams:** Je soulèverai à nouveau la question à dix heures.

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, je préférerais en entendre parler maintenant plutôt qu'à dix heures.

[Plus tard]

**M. Woolliams:** J'invoque le Règlement. J'ignore si Votre Honneur l'a remarqué, mais le premier ministre voulait répondre à ma question. De fait, il y a répondu, mais il y avait alors un peu de bruit à la Chambre. Il a pris ma question au sérieux, je pense. Il veut y répondre. (Exclamations)

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je doute que le premier ministre doive répondre à cette question.

## LES FINANCES

## LES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES BANQUES POUR RÉGLEMENTER LES TAUX D'INTÉRÊT

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Dans un discours prononcé hier soir ou au cours de la journée d'hier, le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré que les modifications à la loi sur les banques auraient apparemment favorisé davantage les banques que le public. Puis-je répéter la question que j'ai déjà posée à l'honorable représentant, mais dans ce nouveau contexte? Le ministre est-il disposé à songer à modifier la loi pour apporter une certaine réglementation du niveau des taux d'intérêt au Canada?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** D'abord, je ne suis pas tellement sûr que le gouverneur de la Banque du Canada ait prononcé exactement les paroles que lui prête le député, à qui je transmettrai volontiers le texte du discours. Ensuite, un Parlement précédent a décidé d'augmenter l'intérêt maximum autorisé par la loi sur les banques et le gouvernement ne songe pas pour l'instant à de nouvelles modifications.

## LE BUDGET

## LA DATE DE L'EXPOSÉ—LE RETARD DE LA RÉFORME FISCALE

**M. David Lewis (York-Sud):** Une question complémentaire ayant trait à la situation générale, monsieur l'Orateur. Le ministre des Finances indiquerait-il si la nouvelle qu'il n'y aura pas de budget ce printemps est exacte et, si oui, s'ensuit-il que la mesure législative devant modifier notre régime fiscal sera aussi retardée et ne sera pas présentée à la Chambre au cours de la session actuelle?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Je ne puis guère considérer ces questions comme complémentaires. Ce sont deux questions distinctes très importantes. À l'égard du budget, tout d'abord, mon premier souci, actuellement, c'est que la Chambre dispose du budget du 22 octobre. J'ai dit que si les conditions actuelles ne changent pas, il sera peut-être superflu de présenter un budget ce printemps. Bien sûr, tout dépendra des prévisions économiques, et nous les examinons constamment de près. En outre, il faudra s'assurer si les dépenses et les revenus ne s'éloignent pas trop des prévisions.

Quant à l'autre question au sujet de la réforme fiscale, j'ai signalé, sauf erreur, en réponse au chef de l'opposition, que notre programme actuel prévoit la présentation d'un avant-projet de loi sur la réforme fiscale à la Chambre en juin.

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre estime-t-il donc alors que l'économie du pays doit être très solide, afin de pouvoir résister à deux budgets du gouvernement actuel dans l'espace d'un an?

**L'hon. M. Benson:** Non, monsieur l'Orateur, je crois...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je signale au député que la question telle quelle prête à controverse.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Une autre question supplémentaire. Je voudrais demander au ministre des Finances, en toute sincérité, s'il ne songerait pas à préparer un Livre blanc sur la réforme fiscale avant de présenter le bill, étant donné qu'une fois que le gouvernement présente une mesure, même sous forme d'avant-projet, il semble y être lié. Le ministre ne pense-t-il pas qu'un Livre blanc pourrait amener un examen plus efficace et de meilleurs résultats en définitive?